

LES RELATIONS OUVRIÈRES

L'AUTONOMIE DES SYNDICATS CANADIENS

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, la question que je veux poser au ministre du Travail se rattache à une affaire que je lui ai signalée il y a quelques jours. Je vais lui rafraîchir la mémoire. Ma question a trait à la mainmise de la Fraternité des commis de chemin de fer et de navires à vapeur sur la Fraternité canadienne des cheminots et employés de transport, ou à la fusion de ces deux syndicats. J'attends impatiemment la réponse du ministre à ce sujet surtout étant donné notre souci de préserver la démocratie et la survie des syndicats canadiens. Le ministre a-t-il du nouveau à nous communiquer à ce sujet?

L'hon. Bryce S. Mackasey (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, j'ai reçu certaines lettres de membres de la FCCT se plaignant qu'ils avaient eu peu ou pas l'occasion d'exprimer une opinion à l'égard de cette question dans leur section locale ni de donner des instructions à leurs délégués au congrès. Tout ce que je puis dire aux syndicats en cause, relativement à l'attitude qu'ils adoptent à l'égard des droits de leurs membres, c'est qu'ils devraient consulter le rapport du comité d'étude Woods, à la page 151 qui traite des recommandations touchant une déclaration des droits du syndiqué moyen en vue d'une participation totale aux questions syndicales.

LA PÊCHE

LA CHASSE AUX PHOQUES—LA PRÉVENTION DE LA RÉCLAME FALLACIEUSE

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, le ministre des Pêches et des Forêts sait-il que samedi dernier à Saint-Jean au Nouveau-Brunswick est née une nouvelle association qui s'appelle «l'Organisation internationale pour la protection de la vie animale»? Elle a pour objectif d'abolir l'industrie phoquière au Canada et sera financée de l'étranger même si ses organes de direction se trouvent au Canada.

Si oui, le ministre prendra-t-il des mesures pour empêcher que se propage davantage la réclame fallacieuse et trompeuse dans ce domaine qui nuira encore à la réputation du Canada à l'étranger, et à l'industrie phoquière?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question n'est pas recevable car elle ne devrait pas être suivie d'un discours.

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Monsieur l'Orateur, je préfère tenir la question comme préavis. J'y répondrai plus tard.

LES RESTRICTIONS DANS LE PORT DE SAINT-JEAN ET LA BAIE DE FUNDY

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre des Pêches s'il a reçu un rapport de la réunion tenue à Saint-Jean entre ses fonctionnaires et des pêcheurs au sujet des restrictions très sévères qui frappent la pêche au saumon dans ce port et s'il est prêt à nous dire maintenant ou plus tard si l'on a décidé d'une aide quelconque au cours de cette réunion très optimiste et fort utile?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Monsieur l'Orateur, il y a eu des réunions, comme le mentionnait le député. Je ne suis pas satisfait des rapports entre certains de nos fonctionnaires et les pêcheurs. Toutefois, la situation étant critique, il fallait prendre des mesures radicales.

M. Bell: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre s'engagerait-il à présenter cette semaine un rapport de ces réunions, avant que la saison ne soit trop avancée pour prévoir une aide, même si la chose était souhaitable?

L'hon. M. Davis: J'étudierai avec plaisir la proposition, monsieur l'Orateur.

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

NEW GLASGOW (N.-É.)—LA POLLUTION DES PÊCHERIES

M. Colin D. Gibson (Hamilton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre des Pêches. Fera-t-il enquête sur la pollution aiguë attribuable à l'exploitation de la compagnie de papier Scott à New Glasgow en Nouvelle-Écosse, pollution qui entraîne la mort du poisson et la destruction des grèves? C'est le gouvernement de la Nouvelle-Écosse qui devrait faire enquête, mais il ne l'a pas fait.

TERRE-NEUVE—LA POLLUTION À LONG HARBOUR—L'AUTORISATION DE L'USINE DE L'ELECTRIC REDUCTION COMPANY

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre des Pêches et des Forêts si le gouvernement de Terre-Neuve a demandé que son ministère ou que le gouvernement fédéral approuve l'établissement des programmes de l'Electric Reduction Co., à Long Harbour?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): L'échange de lettres dont parle le député s'est effectué il y a environ deux semaines, monsieur l'Orateur.